

Candidat sur une liste UDG pour la région centre massif central, je dois vous prévenir d'emblée que je ne suis pas un spécialiste en agriculture ni en politique agricole commune d'ailleurs.

Si je me présente avec l'UDG, c'est pour faire avancer mon concept SDVE (salaire de vie européen) et aider l'UDG à se faire connaître par le biais des élections. Nos idées se rejoignent

Je me permets de vous adresser la position de l'UDG concernant l'agriculture, mais rien est arrêté, pour l'UDG, jeune mouvement en construction, tout reste en faire.

Vous avez des propositions claires et pleines de bon sens comme on les aime à l'UDG qui ne manqueront pas d'être débattues au sein de nos futures réunions UDG;

Pour ma part, je ne suis pas un expert mais dans ma vision SDVE, je propose des solutions pour l'agriculture du futur.

Je pars du principe que la terre n'appartient à personne et quand je vois des produits jetés sur la voie publique car ne pouvant être vendu ou ne rapportant aucun revenu aux paysans et savoir que des peuples souffrent de la faim, je suis comme beaucoup de citoyens révolté de cet état de choses.

**1/** Votre proposition de créer un fond structurel européen pour financer l'achat de terrains par les collectivités locales pour y installer des paysans...., c'est un peu ce que je propose, les terres cultivables doivent revenir sans parler de spoliation, à l'état et les paysans seront dans le futur des agents de l'état.

Je sais que tout de suite, on va me dire que cette idée est un retour au soviet, mais je pense que dans notre pays actuellement nous avons encore des services de l'état avec des fonctionnaires et que je sache, ce n'est pas un modèle à la soviétique.

Si l'on se souvient de la tempête de 1999, on doit se rappeler également du travail formidable exécuté par les agents EDF pour remettre en service les lignes électriques, c'est la force du service public.

Dernièrement une tempête à détruit des milliers d'hectares de forêt des landes, forêts appartenant à des propriétaires privés et l'on se rend compte qu'ils ne seront pas capable de remettre en état leur patrimoine sans les aides financières de l'état et de l'Europe.

Si les forêts et les terres cultivables revenaient au fil des ans sous le contrôle et la gestion de l'état, en cas de tempête, je suis persuadé que ces forêts seraient nettoyées et remise en état grâce à des agents forestier et entreprises privées, tout ceci financé par nos impôts.

L'agriculture doit devenir un service public.

**2/** Mettre en place un plan de formation européen...., avec le SDVE, la jeunesse à partir de 16 ans percevrait un salaire d'autonomie pour l'aider dans sa formation (études ou apprentissage avec ou sans alternance de l'éducation nationale).

Ce qui veut dire que l'employeur pourra prendre des jeunes pour les former plus facilement sachant qu'il n'aura pas de salaire à leur verser, l'apprenti étant rémunéré avec cette allocation d'autonomie augmentée chaque année pour atteindre le niveau du SDVE .

Ce qui rendrait la formation à un nouveau métier accessible pour tout citoyen et inciterait les jeunes à choisir la voie de l'apprentissage au lieu de suivre des études.

3/ Aider les paysans en Europe de l'ouest et de l'est..... si l'harmonisation de l'agriculture par l'union Européenne se fait dans l'avenir , avec le contrôle des terres par les états et l'Europe, les cultivateurs étant des fonctionnaires et donc à ce titre percevront un salaire , le problème de la spéculation sur les produits de la terre devrait disparaître, du moins , je le suppose, et s'il devait y avoir trop de production , le surplus partirait là où il fait défaut, et le problème de la destruction de ces produits n'existerait plus.

L'aide financière pour les états les plus pauvres deviendra possible avec l'harmonisation de la fiscalité, les groupes de pays les plus riches aidant les plus pauvres afin que dans l'avenir les salaires et le SDVE se retrouvent au même niveau.

4/ dissuader l'agrandissement des grandes exploitations.....si les états ont le contrôle et la gestion des terres cultivables, ce problème n'existera plus.

5/ Dissuader les politiques foncières....là encore si ce sont les états et l'Europe qui contrôle les terres cultivables, la spéculation ne pourra se faire qu'au niveau des continents et sur les entreprises privées travaillant pour l'agriculture. Mais sur ce point, mieux vaut l'avis des experts.

6/ Freiner les logiques d'étalement urbain.....je ne peux que vous suivre dans votre proposition, je vois la ville du futur bien différente de celles d'aujourd'hui mais je me garde bien de vous préciser ma pensée tellement ma vision est trop en avance et ne peut être admise.

7/ Définir une politique de l'eau..... là aussi, tout comme le principe de la terre n'appartenant à personne, le principe de la distribution et de l'accès à l'eau potable pour chaque citoyen où qu'il se trouve doit dans son contrôle et sa gestion en revenir entièrement à l'état, un service public de l'eau potable doit être créé.

8/ Soutenir le développement des filières.... Ce soutien deviendra possible avec une meilleure gestion des terres cultivables, suivant la région et son climat, les cultures et élevages seront différents, les filières devant accompagner ces cultures s'implanteront naturellement ainsi que les lycées agricole spécialisés pour la formation des futures agriculteurs.

L'Europe devra accompagner la création et l'implantation de toutes les entreprises dont l'agriculteur aura besoin.

9/ Encourager la plantation d'arbres fruitiers....Merveilleuse idée, et les parcelles de terres pour les habitants est une très bonne solution qui a grand succès là où elles existent.

Mais si un jour le SDVE se met en place, les logements sociaux n'existeront plus, du moins sous la forme que l'on connaît aujourd'hui, en effet, avec le principe du SDVE, dont le but est de supprimer la grande pauvreté, chaque citoyen ou ménage sera propriétaire de son logement.

10/ modifier le code des marchés..... je ne connais pas les codes actuels. Je me renseignerai

11/ Encadrer les prix par des marges imposées ....., ce que je propose avec le SDVE, c'est encore un service d'état en vue de créer des supérettes accessible seulement aux citoyens détenteurs du seul SDVE, ces supérettes devront proposer au plus bas prix les produits essentiels pour chaque citoyen, alimentaire, hygiène, etc;

Je laisserais la liberté pour le choix des marges aux hypermarchés , principe de la liberté des prix, beaucoup de citoyens détiendront la carte SDV et profiteront des produits bon marché

dans les supérettes d'état, les grands hypers devront fixer leur prix en rapport à ceux pratiqués dans ces supérettes d'état s'ils veulent garder leur clientèle.

12/ Aider les paysans à sortir de l'endettement....Le jour où les paysans seront des agents de l'état, le problème de l'endettement ne se posera plus.

13/ Sortir l'agriculture de l'OMC..... Là, je ne suis pas assez "calé" pour vous proposer autre chose, mes amis de l'UDG m'aideront à comprendre. C'est aussi çà la force de l'union des gens, chacun à ses connaissances.

14/ Interdire l'usage des OGM.... Pas besoin d'être un spécialiste pour vous suivre dans votre proposition, c'est du bon sens mais le combat sera dur pour interdire tous ces poisons.

15/ Développer et protéger la conservation..... là aussi, c'est du bon sens, on ne peut que vous suivre.

16/ Protéger les consommateurs .....le contrôle alimentaire devra devenir une solution de plus en plus stricte tant les risques vont se multiplier dans l'avenir avec l'accroissement de la population mondiale et donc une plus grande production de denrées alimentaire, la traçabilité elle aussi devra se renforcer, et un institut Européen indépendant est une nécessité absolue.

Voilà comment je vois l'avenir, ce ne sont que des idées, je ne suis pas un professionnel de la politique et les élections sont un moyen pour moi et mes amis de l'UDG de faire connaître ces idées, une fois les élections terminées, l'UDG et ses adhérents encore plus nombreux se rassemblera en vue des prochaines élections avec des idées certainement bien arrêtées.

**le SDVE , c'est pour le futur, c'était juste pour vous informer de ma vision des choses par rapport à vos propositions.**

**Propositions de l'UDG plus actuelles faisant partie du programme pour 2012 et le message à faire passer en cas d'élection aux européennes,**

**Vos propositions seront bien reçues, parmi les membres de l'union des gens**

**L'agriculture, jadis fleuron de notre pays, se porte mal, c'est indéniable.**

Sans une vraie politique agricole commune européenne solidaire, (PAC) nous allons au devant du démantèlement total de notre agriculture, dans notre pays qui se compose de 80% de territoire rural.

Les mécanismes régulateurs et stabilisateurs des marchés sont de plus en plus nécessaires, ne serait-ce que par l'entrée du grand pays agriculteur qu'est la Pologne dans l'Union européenne.

**Nous proposons une réforme participative de tous les principaux acteurs concernant l'agriculture.**

Celle-ci ne peut se faire qu'après consultation des agriculteurs, des syndicats agricoles, des associations de consommateurs, et des diverses ONG concernées.

C'est donc toute la réforme de la PAC qui est nécessaire.

*Une réorientation sur 3 niveaux (français, européen, mondial) des politiques agricoles est nécessaire, notamment pour une nourriture saine de qualité pour tous, des prix rémunérateurs, la préservation des ressources naturelles et de l'environnement.*

Au sud, la baisse des prix agricoles fait chuter les revenus des producteurs ce qui entraîne une plus grande pauvreté de ces pays, alors qu'au Nord, les Etats dépensent de plus en plus pour maintenir le revenu des producteurs.

Or cette politique ne bénéficie ni au consommateur ni à l'agriculteur. **Seule une politique avec des accords préférentiels avec les pays du Sud pourra améliorer cette situation.**

**Il faut soutenir de façon déterminée l'agriculture durable et respectueuse de l'environnement**, car en soutenant les politiques agricoles productives, nous ne faisons qu'aggraver des pratiques polluantes et des aliments de qualité de plus en plus médiocres et de plus en plus nocifs pour notre santé.

La régulation des marchés internationaux, en excluant le dumping est une obligation, ainsi que la stabilité des prix agricoles. 2 chiffres effarants :

- 1) à ce jour, plus de la moitié des agriculteurs français gagnent moins que le SMIC.
- 2) le chiffre de pauvreté des exploitants agricoles est estimé dans notre pays à près de 50%, on croit rêver...

Est-ce logique ? Dans ce contexte, comment stopper la désertification de nos zones rurales ?

**Nous proposons la création d'une Commission Nationale des prix et des marges** souvent disproportionnées entre le prix de production à la base et le prix de vente final, ayant pour mission et pouvoir de régulariser le marché.

Il faut bien reconnaître que la politique des chaînes françaises des hypermarchés et des supermarchés ne contribue pas à l'enrichissement de la majorité des petits agriculteurs français...

Seuls des marchés organisés pourront changer cela, au contraire du libre-échange généralisé et mondialisé, qui lui ne fera qu'accentuer la pauvreté des petits agriculteurs français mais aussi mondiaux.

**Dans ce contexte, nous proposons de privilégier le travail et la production par rapport aux spéculations financières** réalisées par les cartels agro-alimentaires mondiaux.

**Nous proposons une réflexion commune avec les Etats-Unis sur ces sujets**, sans quoi rien ne sera possible ; il faut avoir le courage de le dire.

**L'OMC, notamment, doit encourager le commerce équitable.**

Merci pour vos bonnes idées

Cordialement, Jean Pierre Baron, Candidat pour l'Union Des Gens région Centre, Massif Central